RIUESS 2019

« ESS de la culture et culture de l’ESS »

**COMMUNICATION AXE 2**

**(LES NOUVELLES VOIES DE L’ESS)**

1. **Eric Dacheux**, Pr des universités, membre du groupe « communication, innovation sociale et ESS », EA4647, Université Clermont Auvergne.
2. **Eric.dacheux@uca.fr**
3. **Daniel Goujon**, MCF, science économique, Université de Lyon, UMR-5600 Environnement-Ville-Société, laboratoire ISTHME, Université Jean Monnet (IUT de Roanne).

**goujon@univ-st-etienne.fr**

**Titre : Des initiatives d’ESS pour une culture durable source d’une nouvelle culture économique ?**

**Résumé de la proposition :**

Le capitalisme repose sur une culture de la croissance et du temps court (Baschet, 2018). Culture que combattent les initiatives d’ESS. Ce texte, fruit d’une recherche empirique longitudinale consacrée à ces initiatives, poursuit deux objectifs. Le premier est de montrer que l’ESS fourmille d’initiatives locales qui s’inscrivent souvent dans une perspective de transition vers une société post-capitaliste. Dans cette contribution nous nous centrerons sur deux objectifs de cette transition : production durable et consommation responsable. Pour chaque objectif nous évoquerons plusieurs initiatives d’ESS afin de donner un aperçu général nous permettant de montrer qu’elles véhiculent une autre culture de la production et de la consommation. Le second objectif de ce papier est de montrer que ces initiatives de terrain sont des innovations sociales qui, par les principes qui s’en dégagent, invitent au renouveau de la culture théorique économique. En effet, d’un point de vue conceptuel, ces initiatives d’ESS reposent sur des principes d’actions (par exemple favoriser la propriété sociale plutôt que la propriété exclusive, la gratuité plutôt que la monétarisation, etc.) qui, une fois articulés, constituent un nouveau paradigme économique : le délibéralisme.

**Introduction**

L’opposition nature / culture disparaît avec le concept d’anthropocène (Baschet, 2018). Le social est un élément de la biodiversité. Pour préserver cette dernière, il convient non seulement de maintenir la pluralité de l’écosystème mais en plus de protéger la diversité culturelle. En effet, le capitalisme génère une hégémonie culturelle qui impose partout les mêmes modes de production et de consommation soumis à la rentabilisation à court terme du capital. Cette hégémonie culturelle est combattue, entre autre, par l’ESS qui entend expérimenter et promouvoir de nouveaux modes de production et de consommation. Ce faisant émerge une culture économique alternative s’inscrivant dans la transition vers une société post-capitaliste plus écologique et plus démocratique. C’est ce que nous allons tenter de montrer dans ce texte qui se développera en trois temps. Dans un premier temps, nous exposerons notre cadre théorique et méthodologique. Dans second temps, nous donnerons un aperçu des initiatives solidaires œuvrant en faveur d’une production responsable. Dans un troisième et dernier temps, nous nous intéresserons aux acteurs de l’ESS œuvrant pour une consommation responsable. En conclusion, nous présenterons un cadre d’analyse plus général rendant compte du changement culturel proposé par les initiatives d’ESS : le délibéralisme.

1. **Cadre théorique et méthodologique.**

Nos travaux ne se situent pas dans la conception positiviste de la Science héritée des Lumières. Ce que N. Amzallag (2010) nomme « le régime du vrai » est remis en cause, depuis le début du XXème siècle, par la mise en lumière de quatre limites de la rationalité : l’impossibilité de la raison de tout expliquer, l’insuffisance du réductionnisme, les limites du déterminisme et la nécessité de prendre en compte l’absence de la régularité[[1]](#footnote-1). Dès lors, il convient de renoncer à cette vision rationaliste de la science qui imprègne aujourd’hui encore la science économique. Nous allons donc présenter l’épistémologie de la complexité que nous avons fait notre (1.1.), puis nous préciserons notre méthodologie (1.2).

* 1. ***L’économie une science sociale s’inscrivant dans le paradigme de la complexité.***

K. Polanyi (2008) l’a montré, la science économique n’est pas une science formelle. C’est une science sociale qui doit être pensée dans le paradigme de la complexité cher à Edgar Morin. Dans *Sociologie,* ce dernier, nous invite à dépasser les fausses dualités individu/société chercheur distancié/acteur engagé en nous poussant à « r*econnaître la causalité récursive complexe individus-société, ainsi que les causalités récursives entre le sociologue, le politique, l’économique, le démographique, le culturel, le psychologique, etc*. » (Morin, 1994, p.10). Surtout, en nous conviant à sortir des sentiers balisés des disciplines reconnues en sciences sociales sans renoncer à intégrer la réflexion philosophique, il renforce les appels de D. Wolton (2012) à l’indiscipline et ceux de P. Corcuff (2012) à un dialogue enfin apaisé entre sciences sociales et philosophie. Par là-même, il rappelle la démarche de Kropotkine (1913) : c'est en s’émancipant de ses liens disciplinaires que le chercheur contribue à émanciper le citoyen qu'il ne doit jamais cesser d'être. Au final, l’épistémologie de la complexité nous rappelle que notre modèle d'intelligibilité du monde doit à la fois avoir l'ambition d'éclairer divers aspects du social au travers d'une interdisciplinarité féconde sans pour autant avoir la prétention de proposer un schéma d'analyse globale d'une réalité qui serait immuable. Dernière précision, dans l’épistémologie de la complexité, chaque citoyen est, à la fois, acteur et agent. Il ne s'agit donc pas de s’inscrire dans un paradigme holiste ou individualiste, mais de rechercher une posture permettant de prendre en compte simultanément le sujet et ce qui le détermine en partie. C'est pourquoi, nous nous retrouvons parfaitement dans ce que P. Corcuff nomme le « relationnisme méthodologique » (Corcuff, Le Bart & De Singly, 2010), idée selon laquelle les individus comme les institutions, ne sont que le fruit des relations humaines[[2]](#footnote-2).

* 1. ***Notre méthodologie : partir des initiatives locales concrète d’ESS pour identifier des principes d’action solidaires et durables.***

La culture économique actuellement dominante mène à de graves crises sociales et environnementales qui menacent à terme la démocratie. *« Au stade avancé de la production de masse, une société produit sa propre destruction. La nature est dénaturée. L’homme déraciné, castré dans sa créativité et verrouillé dans sa capsule individuelle. La collectivité est régie par le jeu combiné d’une polarisation exacerbée et d’une spécialisation à outrance. Le souci de toujours renouveler modèles et marchandises – usure rongeuse du tissu social – produit une accélération du changement qui ruine le recours au précédent comme guide de l’action. Le monopole du mode industriel de production fait des hommes la matière première que travaille l’outil. Et cela n’est plus supportable […] la dégradation de la nature, la destruction des liens sociaux, la désintégration de l’homme ne pourront jamais servir le peuple »* (Illich, 1973, p.11). Heureusement, face à ces multiples impasses, la société civile n’est pas restée inactive. De nombreuses initiatives citoyennes visent à apporter des réponses concrètes aux maux engendrés par ce système, c’est ce que nous nommons des « initiatives d’ESS ». Ces dernières sont des expérimentations citoyennes, démocratiques, non lucratives qui visent le lien plutôt que le bien. Elles prennent des formes juridiques (associations, coopératives, mutuelles, etc.) mais se développent aussi dans des collectifs informels (mouvements, coordinations, ZAD, etc.). Ces initiatives constituent notre terrain d’étude depuis vingt ans car ce sont, à la fois, des critiques en actes du capitalisme et des expérimentations d’une économie soutenable. Pour le dire autrement, les initiatives d’ESS sont une invitation à repenser la science économique à l'aune des expériences concrètes des citoyens. Pour ce faire notre démarche comporte trois étapes : la première consiste en une identification des initiatives d’ESS proposant des solutions aux maux du capitalisme. Par exemple, pour lutter contre les inégalités, on trouve beaucoup d’initiatives d’ESS : lutte contre la grande pauvreté (Les restaurants du cœur), contre la ségrégation économique (ATD quart monde) … La deuxième étape est un décryptage théoriquede ces réponses pour en faire émerger les principes d'action alternatifs.Par exemple, les associations caritatives luttent contre le creusement des inégalités en proposant une redistribution citoyenne. Enfin, dans une troisième étape, nous cherchons à regrouper ces principes d’action afin d’esquisser un construit théorique caractérisant cette culture économique émergente. C’est ce que nous ferons en conclusion. Cependant auparavant nous allons présenter une partie empirique sur les initiatives relatives à la production et à la consommation.

1. **Les initiatives d’ESS en France en faveur d’une production responsable.**

En régime capitaliste la culture productive dominante repose sur quatre éléments fondamentaux : une propriété privée du capital, le salariat, un régime concurrentiel et une logique productiviste. Or ces quatre éléments sont à l’origine de maux sociaux et environnementaux profonds : le creusement des inégalités liée à la patrimonialisation, une valorisation à court terme économiquement rationnelle mais écologiquement irresponsable et, la naturalisation des lois de marché et des dominations qui y sont afférentes. C’est précisément contre ces maux que des acteurs se réclamant de l’ESS se positionnent en expérimentant de nouvelles manières de produire.

***2.1. Une production qui ne repose plus sur la propriété exclusive du capital***

Premier élément, le capitalisme repose sur une conception exclusive de la propriété qui débouche sur la constitution de patrimoine et le creusement des inégalités. Plus précisément, nous allons aborder deux problèmes. Le premier, dans le prolongement de la réflexion d’A. Smith sur l’intérêt des marchands qui est souvent en contradiction avec l’intérêt général, trouve un début de réponse dans le commerce équitable. Ce dernier, qu’il soit Nord-Sud ou Nord-Nord, vise à rendre compatible l’intérêt du commerce avec l’intérêt général. Des associations comme Artisans du monde (commerce Nord-Sud) ou comme Bio partenaire (commerce Nord-Nord) entendent promouvoir des relations commerciales qui garantissent un prix juste et rémunérateur pour les producteurs, instaurent un partenariat commercial s’inscrivant dans la durée, renforcent les compétences techniques des organisations de producteurs, respectent les conventions du travail définies par l’Organisation Internationale du Travail (OIT). Le deuxième problème concerne la concentration du patrimoine. Selon T. Picketty (2013), le rendement privé du capital est fortement et durablement plus élevé que le taux de croissance du revenu. Résultat, l’entrepreneur se transforme en rentier et les salariés sont sous la coupe des propriétaires. Contre cette culture, l’économie sociale et solidaire propose un autre rapport au capital. En effet, il ne s’agit pas de réunir des capitaux pour rémunérer les apporteurs de capitaux, mais d’associer des personnes pour répondre aux besoins de ces personnes. Par exemple, dans une coopérative, une partie des bénéfices abonde obligatoirement les réserves impartageables qui profitent à l’ensemble de l’organisation et non aux membres extérieurs. Ainsi, les mutuelles même si elles sont de plus en plus soumises aux mêmes logiques de rentabilité que les compagnies d’assurances privées, ne distribuent pas, contrairement à ces dernières, leurs profits à des actionnaires, mais les réinjectent dans la mutuelle conformément aux décisions prises par les sociétaires/clients via l’assemblée générale.

* 1. ***Une production qui dépasse la subordination salariale***

Le capitalisme est un mode de production qui lie le versement d’un salaire à l'abandon de la citoyenneté au travail. Il s’agit d’un lien de subordination qui s’oppose à l’autonomie caractérisant la démocratie. Les initiatives d’ESS proposent plusieurs alternatives. La première, la plus ancienne, est l'associationnisme ouvrier. Dès 1834, des ouvriers en bijouterie décident de s’associer pour préserver leur autonomie productive, c’est la Création de l’Association des Bijoutiers en Doré, reposant sur le "contrat d’association de travailleurs " proposé par Buchez. On souligne souvent que ces associations ouvrières sont à l’origine des SCOP, mais on signale moins qu’elles sont aussi les ancêtres des SAPO (Société Anonyme à Participation Ouvrière). Les SAPO organisent la cogestion entre deux communautés, celle des apporteurs de capitaux et celle des salariés. La première est régie par le principe marchand une action une voix, la seconde obéit à la règle démocratique un homme une voix. Il n’y a donc plus subordination des salariés aux apporteurs de capitaux, mais des négociations égalitaires à l’intérieur même de l’organe de décision (le conseil d’administration). On retrouve aujourd'hui, dans le droit fil de l'esprit ayant présidé au développement de l'associationnisme ouvrier, la notion d'autogestion que cherche à réhabiliter l'association «Autogestion» et des initiatives comme la « junior association » promue par la Ligue de l'enseignement[[3]](#footnote-3). De plus, afin de combattre les effets néfastes de la division du travail, les initiatives solidaires proposent plusieurs pistes. La première consiste dans le refus de séparer conception et réalisation, ce que l'on retrouve, par exemple, dans les fablabs. Dans ces lieux ouverts à tous, chacun peut mener la production d'un objet de sa conception à la fabrication seul ou, le plus souvent, en profitant de l'expertise avisée et du savoir-faire des autres « *makers* ». Les fablabs se définissent, suivant leur charte, comme des ressources communautaires ouvertes à tous et à toutes[[4]](#footnote-4). Ils sont installés dans les universités (puisque le premier fablab est né au Massachussetts Institute of Technology), mais aussi à l'intérieur de tiers lieux autogérés. La deuxième piste favorisant l'autonomie contre la dépendance liée à la division du travail est liée à l'autoproduction qui est aussi un moyen d'augmenter l'indépendance financière des individus. L'autoproduction concerne ce qu'un ménage produit et consomme lui-même alors qu'il aurait pu l'acheter sur le marché. Comme le fait remarquer G. Roustang, l'autoproduction correspond à ce que K. Polanyi (1983) nomme « l'administration domestique » qui représenterait, si elle était valorisée en heure de travail, au minimum 30% du PIB. Réparer son vélo, tricoter, faire son jardin, etc. sont des activités d'autoproduction qui peuvent être prises comme un loisir. Mais lorsque ces activités sont accompagnées, elles peuvent devenir un moyen de réinsérer socialement les gens comme dans le cas réhabilitation du logement par ces habitants que promeut le PADES[[5]](#footnote-5). Une telle réhabilitation non seulement augmente le confort de vie des personnes en situation d'exclusion, mais surtout elle leur redonne confiance en leurs propres capacités d'agir « c'est moi qui l’ai fait » (Roustang 2010).

* 1. ***Une production qui échappe aux règle du marché.***

La société civile invente des formes d'échanges économiques explorant ainsi des voies économiques alternatives. Par exemple, depuis les années 1990, se sont développés, aux Pays-Bas, puis dans plusieurs pays de l'Union européenne (Belgique, Allemagne, France …), des « Repair café », des lieux conviviaux où l'on répare collectivement des objets cassés. La réparation est faite par des bénévoles, elle n'obéit pas à une tarification fixée à l'avance : dans la plupart des cas, chacun donne ce qu'il veut[[6]](#footnote-6). Cette volonté de court-circuiter le marché pour produire autrement des services et tisser des liens sociaux se retrouve dans les systèmes d'échanges locaux (SEL). Les SEL sont, la plupart du temps, des associations déclarées qui organisent des échanges à l'aide d'une unité de compte (la rose, le trèfle, le piaf...) qui leur est propre. Ainsi les membres du Sel produisent des services (gardes d'enfant, prêt de matériel, cours de cuisines, etc.) sans échanger d'euros, une manière conviviale de lutter contre l'exclusion monétaire. Une manière aussi de lutter contre la marchandisation du travail, puisque le Sel repose sur la multi réciprocité au sein des adhérents : Paul rend service à Jacques qui rend service à Pierre, etc. qui rend service à Paul.

* 1. ***Une production écologiquement soutenable.***

Pour rompre avec la culture productiviste du capitalisme et préserver notre planète de nombreuses initiatives existent. Elles prennent souvent des noms nouveaux « économie verte », « économie circulaire », « Bio » qui sont encore très flous pour le grand public et qui regroupent aussi bien des initiatives citoyennes en rupture avec la logique capitaliste que des initiatives industrielles cherchant un nouveau modèle de croissance. C'est peut-être pourquoi, beaucoup d'initiatives d’ESS écologiques se rangent volontiers sous la bannière du développement durable. Pourtant, les mouvements de la décroissance et de la simplicité volontaire rejettent fermement ce terme[[7]](#footnote-7). Ces mouvements critiques ne sont pas seulement des agitateurs d'idées, à l'image de l'association Colibris fondée par Pierre Rabhi, ils s'efforcent de mettre en place, ici et maintenant, une sobriété heureuse «*une modération libératrice et volontaire consentie* » permettant de rompre « a*vec cet ordre anthropophage appelé mondialisation* »[[8]](#footnote-8). Pour lutter contre « l*e mythe de la croissance indéfinie*», le mouvement Colibris propose de renoncer à l'agriculture chimique en utilisant une « agroécologie », de lutter contre la marchandisation en modérant sa consommation, de résister à la globalisation en développant les circuits courts locaux, etc. Ces initiatives francophones rappellent les initiatives nord-américaines prônant une « simplicité volontaire »[[9]](#footnote-9). Ces dernières s'appuient sur la pensée non violente (Tolstoï, Thoreau, Gandhi) qui défend la limitation des besoins matériels pour développer une autonomie spirituelle favorisant l'harmonie avec son environnement (les autres hommes et la nature). Ces deux approches ont en commun de penser qu'une paix durable n'est possible que si deux conditions au moins sont réunies : une justice sociale favorisant l'égalité, l'abandon du productivisme.

Dès lors, ses mouvements critiques du développement durable s'allient à d'autres critiques citoyennes comme la finance solidaire ou la production d'énergies renouvelables pour construire un mouvement invitant explicitement à un changement de paradigme économique rejetant l’idée d’une croissance infinie sur une planète finie. C'est notamment le cas, en France, du Collectif pour une transition citoyenne qui regroupe Enercoop (production d'électricité non nucléaire), la Nef (Banque citoyenne éthique), le mouvement interrégional des AMAP (circuits courts agricoles), la plate-forme pour le commerce équitable, etc. Ce collectif d'une vingtaine d'associations et coopératives propose à ses militants de faire signer un pacte pour la transition aux communes où elles habitent. Il s'agit de faire en sorte que le maire signe un engagement à mettre, dans l'année qui suit la signature du pacte, au moins cinq des quinze mesures concrètes proposées dans ce pacte [[10]](#footnote-10) : alimenter au moins un bâtiment public ou l'éclairage public par un fournisseur d'électricité 100 % renouvelable et coopératif ; introduire au moins un repas végétarien par semaine, dans les menus de restauration collective ; mettre à disposition une parcelle ou un bâtiment à rénover pour un projet d'habitat collectif et écologique porté par des citoyens, etc. On le voit, il s’agit donc de remplacer la logique productiviste par un nouveau principe d’action d’économie raisonnée (au double sens du terme : réfléchie par les citoyens et économe en ressources).

1. **Les initiatives d’ESS en France en faveur d’une consommation responsable.**

Contrairement à ce que soutenait Weber notre système économique est hautement irrationnel si l’on prend en compte les dégâts environnementaux qu’il produit. En France par exemple, 10 milliards de tonnes de produits alimentaires sont jetées chaque année. Dans le même temps, 82 000 hectares de terres agricoles utiles disparaissent annuellement. Lutter contre ce type d’aberration est aujourd’hui un des objectifs principaux des initiatives de l’ESS, en particulier celles qui œuvrent à un autre rapport à la consommation. Nous verrons ici quatre types d’initiatives : celles visant à éviter la transformation de la culture en objet de consommation, celles luttant contre la soumission à la marchandisation, celle s’opposant à la suprématie de la monétisation et celle cherchant à valoriser le territoire à l’heure de la globalisation.

***3.1. Une consommation qui n’englobe pas la culture.***

Face à la marchandisation de l'art dénoncé par l’École de Francfort, il existe de nombreuses initiatives solidaires. La plus structurée est certainement l'Union Fédérale d’Intervention des Structures culturelles (UFSIC) : créée en 1979, elle regroupe à ce jour 2000 structures culturelles locales ou nationales œuvrant dans le domaine du spectacle vivant. Cette fédération associative se réclame, dans sa charte fondatrice, de l'économie plurielle et défend la démocratie face à l'emprise du marché : *« La raison d'être des structures représentées par l'UFISC est de concrétiser et de structurer, collectivement, un projet artistique et culturel, qu'il soit ponctuel ou conçu sur la durée. La plupart de ces structures se sont constituées en associations régies par la loi de 1901 parce que leur finalité n'est pas lucrative et que leur gestion est désintéressée. Leur dimension collective et artisanale place le travail et les hommes et non le capital, au cœur des projets qu'elles défenden*t [...]. *Pour partie, les fondements de la démocratie reposent sur le respect et la prise en considération des différences qui existent entre ses membres. L'art contribue à la mise en pratique de ces deux principes. En faisant appel à son imagination, l'homme fait dans l'art l'expérience de mondes possibles donc l'expérience de la différence et de la pluralité »* (extrait du manifeste de l'UFSIC)[[11]](#footnote-11). D'autres structures défendant les valeurs de l'économie sociale et solidaire contre la marchandisation culturelle existent comme l'association OPALE reconnue « entreprise solidaire » qui aide les associations culturelles à développer leur projet ou ce que l’on nomme les « AMAP culturelles ». Ces dernières existent en France depuis 2011. Elles reprennent le principe des Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (circuit court, regroupement de citoyens autour d'un projet et achat, à l'année, d'un panier de produits). Il s'agit de s'éloigner de la logique de marché en créant des circuits courts où le producteur culturel et le citoyen se rencontrent. Cette initiative part d'une volonté de « démarchandiser » l’art et la culture. Il s'agit d'une réappropriation de la culture par les citoyens eux-mêmes à travers la création de structures démocratiques et participatives (Maillard, 2015). Ces Associations pour le Maintien des Alternatives en matière de Culture et de Création Artistique » (AMACCA) aident les artistes locaux, trop souvent en situation précaire, à monter leurs projets tout en favorisant la convivialité. Concrètement, une association se crée et offre à ses adhérents la possibilité de rencontrer les artistes qu'elle soutient et demande, en contrepartie, de s'engager à acheter un panier, souvent trimestriel, contenant soit des produits finis (CD, DVD, lithogravures, etc.) soit des billets pour des spectacles vivants. À l'heure actuelle, la plupart de ces initiatives sont regroupées dans un réseau national qui a promu une charte éthique invitant à un «*acte collectif de résistance « créative » contre : l’utilisation généralisée et abusive de la langue et des principes d’un secteur des activités humaines dont les valeurs (concurrence, culte de l’individu, compétition, rentabilité, toute-puissance…) sont délétères pour la vie en société et notre environnement*» [[12]](#footnote-12).

* 1. ***Une consommation qui ne se réduit pas à un échange marchand***

Contre la marchandisation généralisée dénoncée par K. Polanyi (1983), les initiatives solidaires déploient, de nombreuses activités concrètes. Pour lutter contre la marchandisation de la terre, se sont créés des circuits courts producteurs/consommateurs. Ce n'est pas le marché qui fixe la rencontre entre l'offre et la demande, mais des consommateurs qui discutent de la qualité et des prix avec leur producteur (souvent biologique) dans le cadre d'une AMAP (Association pour la promotion d'une agriculture paysanne par exemple). Au passage, cette volonté de s'entendre sans attendre que n'agisse la mystérieuse main invisible du marché se généralise dans ce que le labo de l'ESS[[13]](#footnote-13) nomme des « circuits courts économiques et solidaires » [[14]](#footnote-14). Or de tels circuits *« font naître une dynamique dans laquelle tous les acteurs de l'échange (producteur, distributeur, usager, consommateur...) sont impliqués dans le temps. Présents dans divers domaines – énergie, finance, habitat, culture, alimentation, commerce, ... - ils interagissent et développent des écosystèmes vertueux [...]* » (Labo de l'ESS, 2015, p.8). Un exemple d'un tel écosystème vertueux se retrouve à Melesse (35) où un magasin Biocoop est alimenté par une autre entreprise écologique (Enercoop) via une centrale photovoltaïque locale. Ce rapprochement entre circuit court alimentaire et circuit court de l'énergie se double d'un rapprochement avec la finance solidaire, puisque ce projet est financé via un fonds de financement participatif (Énergie partagée). Une « résistance créative » contre la marchandisation du vivant est aussi au programme de nombreuses associations. Un exemple nous semble particulièrement représentatif : celui de France **ADOT,** fédération nationale des **Associations pour le Don d'Organes et de Tissus humains**. Elle a été créée le 30 juillet 1969 à l'initiative du Professeur J. Dausset, Prix Nobel de médecine, et par M. Magniez, Docteur en pharmacie. Le but de cette association qui regroupe médecins, futurs donateurs et anciens greffés est de sensibiliser tous les publics à l'idée du don d'organes, mais aussi du don de **moelle osseuse**, de **tissu humain** et de **cellules**. À l'opposé d'une odieuse marchandisation poussant les plus démunis à vendre leurs corps pour nourrir leur famille, il s'agit bien d’œuvrer à la gratuité, consciente et éclairée, d'un don de soi qui soit post mortem (don d'organes) ou entre vivants (don de moelle osseuse).

* 1. ***Une consommation qui n’est pas exclusivement monétaire.***

La monnaie, en régime capitaliste, fait l’objet d’un usage spéculatif lié à la gestion privative de la monnaie. La monétarisation engendre ainsi une extension sans fin du capitalisme à toutes les sphères sociales y compris la sphère domestique. Dans le même temps, cette extension écarte un nombre croissant de personnes de l’accès à la monnaie et provoque ainsi de l’exclusion. Pour lutter contre ce fait, on retrouve diverses initiatives d’ESS. La plus connue est certainement le mouvement des « Incroyables comestibles ». Ce dernier se définit de la manière suivante *« [...] un mouvement participatif citoyen libre, indépendant, éthique, solidaire et apolitique au sens partisan du terme. Il est non marchand et sans but lucratif, et s’inscrit dans une démarche de gratuité. Il est mondial et autonome. Il vise l’autosuffisance alimentaire des territoires et la nourriture saine et partagée pour tous [...]. En se réappropriant l’espace public et en le transformant en jardin potager géant et gratuit, la nourriture à partager devient une ressource abondante alimentée par tous et offerte à chacun »* (Extrait de la charte internationale traduite sur le site français[[15]](#footnote-15)). Il s'agit donc de cultiver des terrains (privés ou publics) pour y faire pousser des fruits et légumes qui sont mis gratuitement à la disposition des passants. Il ne s'agit pas uniquement de se réapproprier la ville et de mieux manger, il s'agit, plus profondément, d'un mouvement de mise en commun solidaire, venant contester l'appropriation privée débouchant sur l'échange monétaire. En donnant l'exemple, le jardinier invite chacun à sortir de la société de consommation monétaire : *« Si chacun fait sa part, on change la ville. ET SI ON S’Y MET TOUS, ON CHANGE LE MONDE ![[16]](#footnote-16)»* proclame le site de ce mouvement. Moins connu, mais invitant également à des gestes simples permettant de s'affranchir de la domination monétaire, le mouvement des zones de gratuité permanente. *« Une zone de gratuité est un espace éphémère où il est possible de prendre sans donner en contrepartie et inversement. Chacun peut venir y déposer des biens en bon état dont il ne se sert plus ou qui l'encombrent ; et trouver des objets gratuitement. Ni vide-grenier ni marché, les échanges monétaires y sont abolis, et plus largement les relations marchandes [...] »* (Bucolo, Schmidt, 2016). Ce type d'initiatives semble avoir pris naissance dans le nord du pays de Galles dans les années quatre-vingt-dix. Il s'agissait, à l'origine, de zones temporaires de gratuité : par exemple une fois par mois sur un marché en plein air les habitants pouvaient donner et prendre des objets gratuitement. En se diffusant sur trois continents (Europe, Amérique du Nord, Amérique du Sud), ces initiatives temporaires se sont parfois muées en actions permanentes. C'est le cas en France où l'on retrouve, dans de nombreux lieux publics (médiathèques, universités, etc.) des « give box », étagères où chacun prend et/ou dépose l'objet de son choix. Plus ambitieux, il existe sur le même principe, des boutiques entièrement gratuites comme « la Boutique sans argent » à Paris ou « le Magasin pour rien » à Mulhouse. Reposant sur le bénévolat et se heurtant parfois à « des passagers clandestins », ces initiatives veulent montrer, par l'exemple, qu'il est possible de s'affranchir de la fétichisation de la marchandise, à la fois, en s'apercevant que l'on consomme trop (si l'on donne c'est que l'on possède beaucoup d'objets en bon état que l'on utilise plus) et en se rendant compte que le prix fixé n'a pas souvent pas grand-chose à voir avec l'utilité que l'on accorde à l'objet.

* 1. ***Une consommation qui revalorise le territoire.***

Les initiatives solidaires sont souvent des innovations visant à développer démocratiquement un territoire bien identifié. Par exemple, l’instauration d’une monnaie sociale sur un territoire favorise un mode consommation endogène au territoire et permet de résister à l’appauvrissement économique généré par la concurrence internationale. Cette volonté de lutter contre l'uniformisation économique en promouvant mondialement la diversité des territoires se retrouve également dans de nombreux mouvements luttant contre ces « non-lieux » décrits par M. Augé (1992) ou à ces « utopies dégénérées » faussement retirées du monde, étudiées par L. Marin (1975). En effet, certaines initiatives visent à construire ce que l'on peut nommer, à la suite de M. Foucault, des « hétérotopies » : « *qui sont des sortes de contre-emplacements, sortes d'utopies effectivement réalisées dans lesquelles les emplacements réels, tous les autres emplacements réels que l'on peut trouver à l'intérieur de la culture, sont à la fois représentés, contestés et inversés, des sortes de lieux qui sont hors de tous les lieux, bien que pourtant ils soient effectivement localisables* » (Foucault, 1984, p. 47). Les ZAD sont, selon nous, des exemples d'hétérotopie enracinant l'utopie d'un monde solidaire au cœur de notre société dominée par le capitalisme. La Zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes incarne, à la fois, un combat pour l'écologie, mais aussi une utopie autogestionnaire, d'auto gouvernement d'un territoire pensé et vécu comme commun : agriculteurs locaux refusant de quitter leur ferme, sympathisants écologiques désireux d'agir concrètement, militants auto gestionnaires voulant propager la révolution, jeunes sans domicile fixe en recherche de stabilité, toutes ses logiques se croisent, se heurtent parfois, mais construisent, chaque jour, une autre culture économique basée sur la gestion démocratique directe du commun (Bulle, 2016). Il ne s'agit pas seulement d’empêcher (ici la construction d'un nouvel aéroport), mais aussi d'expérimenter de nouvelles façons de produire (auto construction, permaculture …) de consommer (troc, don, localisme …) et de communiquer (bâtons de paroles, création de médias alternatifs …). À l'image des ZAD, les hétérotopies sont des espaces où s'expérimentent les utopies. Enfin, les initiatives solidaires s'efforcent également de faire disparaître cette « ligne abyssale » (Sousa Santos, 2015) divisant le monde entre le Nord et le Sud, les pays colonisateurs et les pays colonisés. Cette ségrégation spatiale intellectualisée qui est née avec l’essor du capitalisme s'efface peu à peu sous l'action volontariste de citoyens du Sud et du Nord cherchant à croiser leurs expériences alternatives. Par exemple, un millier d'acteurs solidaires locaux se sont regroupés au sein du RIPESS (Réseau international de promotion de l'économie sociale et solidaire) dont le mot d'ordre est « globalisons la solidarité ». Tous les quatre ans, alternativement dans un pays du Nord et du Sud, ces acteurs se retrouvent physiquement pour échanger leurs savoir-faire et trouver de nouvelles pistes d'action. De même, de nombreuses initiatives solidaires du Nord et du Sud échangent entre elles lors des Forums sociaux mondiaux afin d'imaginer « un autre monde possible ». Face à la mondialisation d'une société de marché qui cherche à s'imposer partout dans le monde, les initiatives solidaires cherchent à promouvoir des actions collectives démocratiques valorisant la diversité sociale, culturelle et économique des territoires. Il ne s'agit pas d'intégrer un marché mondial fortement hiérarchisé, mais d’encourager, dans tous les pays, le développement d'alternatives concrètes valorisant le lien social plutôt que le bien économique

**Conclusion**

Les initiatives d’ESS cherchent à construire une société inclusive et durable. Pour ce faire, elles expérimentent de nouvelles façons de produire et de consommer. Comme toutes les expérimentations, elles connaissent des insuffisances et des échecs. Sans nier ces derniers, il convient aussi de souligner la richesse créative de ces initiatives. Dans le cadre théorique qui est le nôtre (l’épistémologie de la complexité), nous avons mis en avant certaines caractéristiques de cette culture économique durable émergente. Conformément à la méthodologie présentée dans la première partie, nous allons maintenant procéder, en guise de conclusion, à un regroupement des principes d’action émanant des initiatives. Nous identifierons ainsi, des principes économiques alternatifs caractéristiques d’une nouvelle culture économique (cf. tableau N°1).

**Tableau N°1 : Des réponses empiriques portées par l’ESS aux principes d'économie solidaire**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Dysfonctionnements de l’économie** | **Réponses concrètes des initiatives solidaires d’ESS aux dysfonctionnements** | **Principes d’action** | **Principes d'économie solidaire** |
| **Production non soutenable** |  |  | **Recherche démocratique d’une production au service de l’utilité sociale** |
| Propriété exclusive du capital | *Coopératives* | Propriété sociale |
| Subordination salariale | *SAPO* | Participation salariale |
| Soumission au marché | *Repair café* | Organisation d’échanges conviviaux hors marché |  |
| Productivisme | *Collectif pour une transition citoyenne* | Economie raisonnée |  |
| **Consommation non responsable** |  |  | **Limiter et démocratiser la sphère monétaire**  |
| Transformation de la culture en marchandise | AMAP culturelles | Organiser démocratiquement des circuits de distribution incluant toutes les parties prenantes |
| Fétichisme de la marchandise | France ADOT | Promotion du don |
| Monétarisation | Zones de gratuité | Maintien d’une sphère non monétaire |  |
| Uniformisation | Monnaies sociales | Valorisation du territoire |  |

Dans une recherche en cours nous avons généralisé cette démarche qui nous permet de mettre à jour quatorze principes d’économie solidaire. Ces principes alternatifs à ceux en place dans le système économique en vigueur nous semble des pistes heuristiques pour favoriser la transition vers une société démocratique, solidaire et durable. C’est en tout cas dans cette perspective que nous les soumettons au débat académique et à l’appréciation des citoyens (cf. tableau N°2).

**Tableau N°2 : Les principes d’économie solidaire : des pistes empiriques pour développer une nouvelle culture économique.**

|  |  |
| --- | --- |
| **Dysfonctionnements de l’économie .** | **Principes d’économie solidaire émergeant des réponses concrètes de l’ess** |
| Production non durable | Recherche démocratique de l’utilité sociale |
| Consommation non responsable | Limiter et démocratiser la sphère monétaire |
| Précarisation du travail | Dénouer les liens entre revenu et travail |
| Perte de sens au travail | Association à la définition de la finalité du travail |
| Hiérarchie des pouvoirs source de dominations | Autogestion et métissage des pratiques |
| Crises systémiques récurrentes | L’innovation sociale collective pour dépasser les incohérences du système capitaliste |
| Instrumentalisation de l’Etat aux dépens de la démocratie | Dynamiser la démocratie participative |
| Domination d’une conception utilitariste des sciences | Une science publique alimentant les débats publics |
| Prédominance donnée au temps court | Réappropriation collective du temps dans sa pluralité |
| Dictature de la quantification | Evaluation qualitative et participative |
| Constitution de monopoles et d’oligopoles | Favoriser la pluralité économique pour encourager l’innovation sociale |

## Toutes ces expérimentations citoyennes qui débouchent sur des principes économiques alternatifs ont, au delà de leur évidente diversité, un point commun la délibération. En effet, les choix importants (que produire, pour qui, à quel prix …) sont soumis à la discussion démocratique des membres des organisations étudiées. Ainsi, la délibération est un principe supérieur venant fonder un paradigme économique alternatif au libéralisme : le délibéralisme (cf. tableau 3).

**Tableau N°3 : Le délibéralisme le fondement théorique d’une nouvelle culture économique.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Concepts** | **(néo-)libéralisme** | **Délibéralisme** |
| **Économie** | La sphère, potentiellement illimitée, des échanges | **La sphère des échanges monétaire** |
| **Capitalisme** | L’économie de la modernité | **Un système pathologique** qui domine l’économie plurielle et menace la démocratie. |
| **Problème central** | La rareté des ressources face à l’infinité des besoins | **L’organisation de l’intelligence collective** |
| **Solution centrale** | La croissance | **La démocratie radicale** |
| **Marché** | Un système autorégulateur de l’activité humaine | **Une construction théorique** qui nous éloigne de la compréhension complexe des rapports entre les acteurs |
| **Prix** | Déterminé en concurrence par la confrontation de l’offre et de la demande | **Issu d’une délibération dans des espaces publics de proximité** |

## Bibliographie :

Amzallag N., (2010), *La réforme du vrai, enquête sur les sources de la modernité*, Paris, Editions Charles Léopold Mayer.

Arnsperger C. (2013), « Want to Really Help Social and Solidarity Economy ? Then Start Rethinking Money ! », UNSRID Paper, consulté le 10 février, 2016.

Augé M. (1992), *Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil.

Baschet J, 2018, Défaire la tyrannie du présent, Paris, La Découverte.

Bucolo E. Schmidt V. (2016), « Nouvelles recompositions de la solidarité ; le cas des zones de gratuité permanente », 2iem conférence EMES-Polanyi, Paris.

Bule S. (2016), « Une expérimentation territoriale utopique : La ZAD Notre-Dame-des-Landes. Premiers éléments de genèse politique », Séminaire Étape N°20, [WWW.grand-angle-libertaire.net](http://WWW.grand-angle-libertaire.net/).

Corcuff P. (2012), *Où est passée la critique sociale ?* Paris, Mauss/La Découverte.

Corcuff P., Le Bart C., Singly F de (dir.), (2010), *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques*, Rennes, PUR.

Dacheux E., Goujon D. (2012), The solidarity économy : an alternative development strategy ?, International Social Science Journal, UNESCO, numéro 203-204.

Dacheux E., Laville J.L. (2003), Economie solidaire et démocratie, Hermès, N°36, Cnrs éditions, Paris.

Foucault M. (1984), « Des espaces autres », *Architectures, Mouvement, Continuité*, N°5.

Hiez D., Lavillunière E. (2013), *Vers une théorie de l’économie sociale et solidaire*, Bruxelles, Larcier.

Illich I. (1973), *La convivialité,* Paris, Seuil.

Kropotkine P. (1913), *La science moderne et l'anarchie*, Paris, P.-V Stock & C ie,.

Labo de l'ESS (2015), *Les circuits courts économiques et solidaires*, Paris, les publications du labo de l'ESS.

Laville J.L., Cattani A.D. (2005), *Dictionnaire de l’autre économie*, Desclée de Brouwer, Paris.

Maillard A. (2015), « Les épuisettes culturelles : un nouveau modèle économique au service des artistes et des citoyens curieux », Bastamag.net, https://www.bastamag.net/

Marin L. (1973), *Utopiques, jeux d’espace*, Paris, Ed. De Minuit.

Morin E. (1994), *La complexité humaine*, Paris, Flammarion.

Ofredo R.P., 2013, « Solidarity Economy Initiatives from the Ground Up : What can we Learn from the Women Home-based Workers of Southeast Asia ? UNRISD Papers, ww.unrisd.org.

Piketti T. (2013), *Le capital au XXIème siècle*, Paris, Seuil.

Polanyi K. (2008), *Essais*, Textes réunis et présentés par M. Cangiani et J.Maucourant, Paris, Seuil

Polanyi K. (1983), La grande transformation : Aux origines politiques et économiques de notre temps, Paris, Gallimard, (1944).

Ricoeur P. (1997), L’Idéologie et l’Utopie, Seuil, Paris.

Sousa Santos B. de (2015), *Épistémologies du Sud, Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Desclée de Brouwer.

Wolton D. (2012), *Indiscipline,* Paris, Odile Jacob.

1. - **l’impossibilité pour la raison de tout expliquer** car K. Gödel va, à partir de la découverte qu'il existe des axiomes indécidables (que l'on ne peut ni réfuter ni prouver), démontrer que toute théorie mathématique suffisamment riche est nécessairement soit incohérente (à la fois vraie et fausse) soit indécidable. Autrement dit, aucune théorie ne peut se prouver elle-même.

- **l’insuffisance du réductionnisme**. L'idée centrale de la Méthode de Descartes est que, pour découvrir la réalité, il faut décomposer l’objet que l'on étudie jusqu'aux éléments les plus simples. Or, ce programme est aujourd'hui contesté par des notions qui traversent les frontières disciplinaires comme celle de système et d'émergence.

- **les limites du déterminisme**. Par exemple, la théorie de l'évolution confère au hasard un rôle central.

**- la nécessité de prendre en compte l’absence de régularité**. La biologie prouve que chaque être vivant est unique tandis que, dans Le Cygne noir, N.N. Taleb (2011), montre que l'on ne peut connaître le réel si on ignore « la puissance de l’imprévisible ». [↑](#footnote-ref-1)
2. « *Dans le programme relationaliste, les relations sociales se présentent comme les entités premières, et les individus ainsi que les formes collectives des entités secondes, c'est-à-dire des cristallisations spécifiques de relations sociales prises dans des contextes sociologiques variés. […] un langage a particulièrement outillé le relationnisme méthodologique […] le vocabulaire constructiviste de la « construction sociale de la réalité ». Celui-ci énonce que les réalités sociales sont appréhendées comme des constructions historiques et quotidiennes d'une variété d'acteurs individuels et collectifs*» (Corcuff, 2012, p.11) ». [↑](#footnote-ref-2)
3. La « junior association » est un dispositif juridique, inventé à la fin des années quatre-vingt-dix, pour permettre à des jeunes de moins de 18 ans (qui ne pouvaient pas s’associer entre eux selon les préfectures) de gérer eux-mêmes un projet collectif. Un double apprentissage de l'autonomie donc : émancipation des adultes et auto-organisation. [↑](#footnote-ref-3)
4. Une des conditions pour obtenir le label « fablab » est d'adhérer à la charte internationale des fablabs. [↑](#footnote-ref-4)
5. Programme autoproduction et développement social.wwwpadesautorpoduction.org [↑](#footnote-ref-5)
6. Très souvent on offre un verre au réparateur bénévole. [↑](#footnote-ref-6)
7. En effet, cette notion doit son succès à son élasticité sémantique : profit durable pour les multinationales, fin du capitalisme pour les militants écologistes radicaux. Elle est aussi et surtout fortement critiquée pour son apologie du développement. [↑](#footnote-ref-7)
8. Quatrième de couverture de « Vers la sobriété heureuse » Rabhi, 2010. [↑](#footnote-ref-8)
9. Il semble que l'expression « simplicité volontaire » (« voluntary simplicity ») proviennent du titre d'un livre de Richard Gregg, disciple de Gandhi, cherchant à vulgariser les idées de ce dernier. [↑](#footnote-ref-9)
10. http://www.transitioncitoyenne.org/wp-content/uploads/2015/03/pacte-transition.pdf [↑](#footnote-ref-10)
11. http://ufisc.org/l-ufisc/manifeste.html [↑](#footnote-ref-11)
12. http://amacca.org/le-reseau/ [↑](#footnote-ref-12)
13. Selon ses propres termes le « Le Labo de l’économie sociale et solidaire (ESS) est un Think Tank qui s’est donné comme objectif de faire connaître et reconnaître l’économie sociale et solidaire, d’être un lieu d’échanges, de réflexions et d’actions pour une économie respectueuse de l’Homme et de l’environnement ». Extrait du site http://www.lelabo-ess.org/-presentation-.html [↑](#footnote-ref-13)
14. À savoir « une forme d'échange économique, valorisant le lien social, la coopération, la transparence et l'équité entre les acteurs de l'échange » (Labo de l'ESS, 2015). [↑](#footnote-ref-14)
15. http://lesincroyablescomestibles.fr/causes/la-charte-fondamentale-ic/ [↑](#footnote-ref-15)
16. C’est le site qui souligne en changeant de typographie. [↑](#footnote-ref-16)